

N°69/CA du Répertoire

N° 2008-153/CA3 du Greffe

Arrêt du 26 juillet 2017

AFFAIRE :

YACOUBA ABDOULAYE

C/

PREFET DU LITTORAL

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 22 octobre 2008 enregistrée au secrétariat de la chambre administrative de la Cour suprême le 27 octobre 2008 sous le n°565/CS/CA par laquelle YACOUBA Abdoulaye, représenté par VALAR A Corinne, a saisi la Haute juridiction d'un recours en annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté préfectoral n°02/361/DEP/ATL/CAB/SAD du 15/16/2001 confirmant le droit de propriété de AKOUTEY Bienvenu sur la parcelle « G » du lot 1752 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu le mémoire ampliatif en date à Cotonou du 06 avril 2010 ;

Vu les observations en défense de maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, conseil de l'administration ;

Vu les écritures en réplique de maître Gervais C. HOUEDETE ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Isabelle SAGBOHAN** en son rapport ;

Où le l'Avocat général **Nicolas P. BIAO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

*f* SBo

## EN LA FORME

### Sur la recevabilité

Considérant que le requérant expose qu'il a acquis auprès du sieur Jérôme LOKPEHOUE, suivant convention de vente affirmée le 07 mai 1999, une parcelle de terrain sise à Fidjrossè-centre relevée à l'état des lieux sous le n° 1983 b ;

Qu'à la faveur d'une séance de travail qui s'est tenue à la Commission Nationale des Affaires Domaniales du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration, il a été attributaire de la parcelle "G" du lot 1752 du lotissement de Fidjrossè-Centre, sur laquelle il a obtenu un certificat administratif ;

Que le Préfet de l'Atlantique et du Littoral a, par arrêté n°2/361/DEP/CAB/SAD du 15 juin 2001, confirmé le droit de propriété de AKOUTEY Bienvenu sur ladite parcelle ;

Que c'est aux fins d'annulation dudit arrêté préfectoral qu'il saisit la Cour du présent recours.

Considérant que maître Alexandrine SAIZONOU-BEDIE, conseil de l'administration soulève l'irrecevabilité du recours pour :

- Défaut de qualité, de mandat et d'intérêt personnel de VALAR Corinne, signataire du recours, à agir au nom du requérant ;

- Absence du recours administratif préalable ;

- Tardiveté du recours contentieux en ce que la lettre qui fait état du recours gracieux est datée du 29 novembre 1999, donc antérieure à l'arrêté qui lui, est daté du 15 juin 2001 ;

- Défaut de production de l'arrêté préfectoral attaqué en violation des dispositions de l'article 30 de la loi 2004-20 du 17 août 2004 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême.

Considérant qu'en réplique, maître Gervais HOUEDETE, avocat constitué aux intérêts du requérant, soutient à son tour que le moyen d'irrecevabilité soulevé par l'administration et tiré du défaut de mandat de représentation ne peut prospérer dans la mesure où ce défaut peut être régularisé à tout moment de la procédure ;

f 580



Que le moyen d'irrecevabilité tiré du défaut d'exercice par le requérant du recours administratif préalable ne peut non plus prospérer motif pris de ce qu'il n'est plus obligatoire au sens des dispositions de l'article 32 alinéa 2 de la loi n°2004-20 du 17 juin 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que de même, le moyen d'irrecevabilité du recours tiré de la forclusion pour connaissance acquise ne peut non plus prospérer ; l'acte portant notification dudit arrêté avec commandement de déguerpir versé au dossier n'a aucune valeur juridique ; le conseil juridique l'ayant notifié n'a pas qualité pour notifier un acte administratif qui au sens de la loi, doit se faire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Que l'arrêté en cause n'a jamais été notifié à son client qui, du reste, n'a eu réellement connaissance dudit arrêté qu'en octobre 2008 ;

Que même, si la production de la décision attaquée incombe au requérant, l'administration dans le cas d'espèce, peut également le produire ;

Qu'il conclut qu'il plaise à la Cour, rejeter toutes les fins de non-recevoir soulevées par l'administration.

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 30 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la cour suprême, « la requête doit être accompagnée d'une expédition de la décision attaquée... ».

Considérant qu'il n'est pas établi au dossier la preuve de l'accomplissement de cette formalité par le requérant ;

Que son conseil, réagissant aux observations de l'administration sur l'exception d'irrecevabilité, s'est contenté de dire que l'arrêté dont il sollicite l'annulation ne lui a pas été notifié, alors qu'au sens de la loi, la charge de production dudit arrêté lui incombe ;

Qu'il n'a justifié d'aucune diligence ou de ce qu'il a échoué à obtenir ledit acte ;

Qu'il y a lieu, dans ces conditions, de constater la violation des dispositions de l'article 30 de la loi sus rappelée qui fait obligation au requérant de faire accompagner sa requête d'une expédition de la décision attaquée ;

Qu'il y a lieu en conséquence de déclarer le recours de YACOUBA Abdoulaye irrecevable.

*X SBO*

**PAR CES MOTIFS,****DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le recours en date à Cotonou du 22 octobre 2008 introduit par YACOUBA Abdoulaye représenté par VALAR Corinne, tendant à l'annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté préfectoral n°02/361/DEP/ATL/CAB/SAD du 15 juin 2001 portant confirmation de droit de propriété de AKOUTEY Bienvenu sur la parcelle "G" du lot 1752 de Fidjrossè-centre à Cotonou, est irrecevable.

**Article 2 :** Les frais sont mis à la charge du requérant.

**Article 3 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

**Etienne FIFATIN**, conseiller à la Chambre administrative,

**PRESIDENT ;**

**Isabelle SAGBOHAN**

**Et**

**Etienne S. AHOANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-six juillet deux mille dix-sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Nicolas P. BIAO, Avocat Général,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Osséni SEIDOU BAGUIRI,**

**GREFFIER ;**

*SBV*

Et ont signé :

Le Président,

A stylized signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke followed by several vertical strokes of varying heights.

**Etienne FIFATIN**

Le Rapporteur,

A stylized signature in blue ink, featuring a large, looped initial 'I' followed by a series of connected loops.

**Isabelle SAGBOHAN**

Le Greffier,

A stylized signature in blue ink, with a large, sweeping horizontal stroke and a complex, looped structure on the right side.

**Osséni SEIDOU BAGUIRI**

